

Comptes financiers trimestriels: 4e trimestre 2016

Au cours du quatrième trimestre de l'année 2016, le patrimoine financier net des particuliers a progressé de €13,9 milliards pour atteindre €1.058,1 milliards au 31 décembre 2016. La composition du patrimoine des ménages a néanmoins évolué de manière divergente.

TABLEAU 1 ÉVOLUTION DU PATRIMOINE FINANCIER NET DES PARTICULIERS AU 4e TRIMESTRE DE 2016

(milliards d'euros)

	Patrimoine financier net au 30 septembre 2016	Transactions financières du 4e trimestre 2016	Autres flux ¹	Patrimoine financier net au 31 décembre 2016
Actifs financiers	1308,5	9,2	5,6	1323,3
Billets et pièces	33,1	0,2	0,0	33,3
Dépôts à vue	66,6	1,9	0,1	68,6
Dépôts d'épargne réglementés	243,4	4,2	-0,5	247,1
Autres dépôts	40,3	-0,6	0,6	40,4
Titres de créances	58,6	-4,4	0,8	55,0
Actions cotées	56,0	0,6	3,0	59,6
Actions non cotées et autres participations	304,0	2,9	4,9	311,8
Part de fonds d'investissement	178,1	5,1	3,1	186,3
Produits d'assurance	316,0	-3,8	-6,3	305,9
Divers ²	12,5	2,8	0,0	15,3
Engagements financiers	264,4	0,7	0,1	265,2
Crédits à court terme	12,8	-0,3	0,0	12,5
Crédits hypothécaires	205,6	2,6	0,0	208,2
Autres crédits à long terme	29,6	0,1	0,0	29,7
Divers ³	16,4	-1,8	0,1	14,7
Patrimoine financier net	1044,2	8,5	5,5	1058,1

Source: BNB

- 1 Les autres flux comprennent les variations de prix et de cours de change. Ils peuvent aussi inclure des éléments ponctuels comme des reclassements d'opérations vis-à-vis d'autres secteurs.
- 2 Se compose des autres instruments financiers tels que définis par le SEC 2010, essentiellement les emprunts, les crédits commerciaux et les autres comptes à recevoir, dont les enrôlements des administrations publiques.
- 3 Se compose des autres instruments financiers tels que définis par le SEC 2010, à savoir les autres participations, les crédits commerciaux et les autres comptes à payer, dont les impôts dus mais non encore payés.

Les ménages ont connu une progression nette de leur patrimoine dans certains actifs financiers. Tout d'abord, les placements en dépôts d'épargne réglementés ont suivi une tendance saisonnière observée chaque fin d'année (+ €4,2 milliards). Ensuite, l'orientation à la hausse des marchés boursiers internationaux a été un facteur positif pour les investisseurs particuliers en actions. Au-delà de cette revalorisation, en répondant positivement aux appels de financement, les ménages ont également été placeurs nets en actions tant sur le marché coté belge (+ €0,6 milliard) que sur le marché des actions non cotées et autres participations (+ €2,9 milliards). Enfin, les placements en parts de fonds d'investissement ont à la fois bénéficié d'un environnement de prix favorable (+ €3,1 milliards d'effet de valorisation) et des faveurs des investisseurs particuliers (+ €5,1 milliards d'apports nets). Ces apports nets sont par ailleurs les plus importants enregistrés depuis le premier trimestre 2015.

Les ménages ont néanmoins réduit leur position dans d'autres actifs financiers. La détention de titres de créance a connu une nouvelle baisse en cette fin d'année (- €4,4 milliards) partiellement compensée par un effet de prix et de cours de change positif (+ €0,8 milliard). Depuis le premier trimestre 2012, début de la baisse continue des investissements des particuliers dans ce produit, la détention de titres de créance par les ménages a fondu de près de 50 %. Cette baisse a été renforcée au quatrième trimestre 2016 par l'échéance du bon d'État dit « Leterme » à 5 ans qui a connu un grand succès à l'émission en décembre 2011. Enfin, les ménages ont fortement diminué leurs placements en produits d'assurance (- €3,8 milliards). Cette évolution s'explique notamment par les offres de rachat lancées par certaines sociétés d'assurances sur des contrats assurance-épargne, qui incluaient des taux d'intérêt garantis élevés pour les versements effectués dans le passé. Par ailleurs, la valorisation des produits d'assurance a subi un impact négatif (- €6,3 milliards) suite à l'augmentation des taux d'actualisation des provisions techniques lors du quatrième trimestre 2016.

Les nouveaux engagements financiers des particuliers se sont plus ou moins stabilisés à €265,2 milliards d'encours au 31 décembre 2016. La progression des crédits hypothécaires (+ €2,6 milliards) et des autres crédits à long terme (+ €0,1 milliard) a en effet été en grande partie compensée par une baisse dans les crédits à court terme (- €0,3 milliard) et surtout dans les autres comptes à payer (- €1,8 milliard).

Notice méthodologique

Les comptes financiers des particuliers forment une composante des statistiques des comptes financiers de la Belgique qui sont établis selon le Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010). Ces statistiques comprennent les comptes de patrimoine, les comptes financiers et les autres changements d'actifs et de passifs financiers des secteurs institutionnels nationaux (particuliers, sociétés financières et non financières, administrations publiques). Le secteur des particuliers se compose des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages.

Les différents actifs et engagements sont répartis par instrument financier (numéraire et dépôts, crédits, titres à revenus fixes, actions, parts de fonds d'investissement, produits d'assurance, droits à pension, produits financiers dérivés et autres comptes à recevoir/à payer).

Les patrimoines financiers nets des différents secteurs résultent de la différence entre le total de leurs actifs et engagements financiers respectifs. Lorsque le patrimoine financier net d'un secteur est négatif, on utilise le terme de passif financier net ou d'engagement financier net.

Comme chaque actif financier détenu par un secteur correspond à un engagement financier pour un autre secteur, il en résulte que la somme des patrimoines financiers nets des secteurs intérieurs est égale au passif financier net du reste du monde à l'égard de la Belgique ou, ce qui revient au même, à la position créditrice nette de la Belgique sur le reste du monde.

La variation des patrimoines financiers nets entre le début et la fin d'un trimestre résulte d'une part des transactions financières réalisées au cours de la période, et d'autre part des autres flux, qui se composent principalement des variations de prix et de cours de change et des autres changements de volume.

Les transactions financières sont enregistrées dans les comptes financiers, qui mettent en évidence la manière dont les différents secteurs institutionnels affectent leur épargne financière ou trouvent les ressources financières dont ils ont besoin.

Dans le système européen de comptes nationaux, les comptes financiers s'articulent avec les comptes non financiers des différents secteurs institutionnels. Ainsi, si les comptes non financiers permettent de dégager des soldes de financement à partir des recettes et des dépenses, les comptes financiers expliquent comment les différents secteurs placent leurs excédents ou financent leurs déficits. En pratique, on observe toutefois des écarts entre les soldes réels et financiers liés principalement à l'utilisation de sources différentes.